



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES 2011

Pays : Finlande

Correspondant national

Nom Prénom : **KOIVUKOSKI Piritta**
Profession :
Organisation : **Ministry of Justice**
E-mail : **piritta.koivukoski@om.fi**
N° Téléphone :

Nom Prénom : **KOIVUKOSKI Piritta**
Profession :
Organisation :
E-mail : **piritta.koivukoski@oikeus.fi**
N° Téléphone :

Nom Prénom : **KIESILAINEN Kari**
Profession : **Head of the Department**
Organisation : **Ministry of Justice**
E-mail : **kari.kiesilainen@om.fi**
N° Téléphone : **358 9 1606 7532**

Nom Prénom : **KIESILAINEN Kari**
Profession :
Organisation :
E-mail : **kari.kiesilainen@oikeus.fi**
N° Téléphone :

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier 2011)

5 375 276

2) Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €) - (Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP)

	Montant
Niveau national	51 745 195 000
Niveau territorial / entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	NAP

3) PIB par habitant (en €)

33 608

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

36 516

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2011

-

A.1

Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 4 et, le cas échéant, tout commentaire relatif à l'interprétation des données fournies:

Statistics Finland, www.stat.fi

Q1: on 31 December 2010

Q4: 3043 €/month

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 1. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget public annuel approuvé pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en €(si possible sans le budget du ministère public et de l'aide judiciaire) :

TOTAL du budget public annuel approuvé pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	243 066 350
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	184 667 056

2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (équipements, investissements, maintenance)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	11 967 040
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.), sans l'aide judiciaire. NB: ne concerne pas les taxes et frais à payer par les parties.	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	8 124 195
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	31 586 338
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)		NA
6. Budget public annuel alloué à la formation		NA
7. Autres (Veuillez préciser)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	6 721 721

7) Dans le cas où vous ne pouvez pas distinguer le budget du ministère public et de l'aide judiciaire du budget alloué à l'ensemble des tribunaux, veuillez l'indiquer clairement. Si "autres", veuillez le préciser :

"Other" includes : industrial health services, postage, office supplies, telephone and telecommunications services

8) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour tenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

- en matière pénale ?
 en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t-il des exceptions à la règle de payer une taxe ou des frais ? Veuillez préciser ces exceptions:

Charges are collected once the performance has been completed. Payment liability lies with the initiator of the matter (plaintiff or petitioner); on appeal with the appellant; and with other performances with the person ordering the performance. After the consideration of the matter, the District Court collects a charge from the petitioner in a petitionary matter and the plaintiff in a civil matter; the amount of the charge varies depending on the nature of the matter and the court time its consideration has required. Certain matters are by the law free of charge. A beneficiary of legal aid is free from payment liability. Certain parties are likewise free from payment liability. These include authorities in the ambit of the Ministry of Justice, the police, other authorities pursuing pre-trial investigations, the prosecutors and the enforcement authorities. The following petitionary matters are handled free of charge: 1) a matter according to the Act on the enforcement of a decision on child custody and right of access 2) a matter according to the Coercive Measures Act 3) a matter handled by the initiative of a court or the notification of another authority

9) Montant annuel des taxes ou frais judiciaires perçus par l'Etat (en €)

31 284 003

10) Budget public annuel approuvé et alloué à l'ensemble du système de justice, en €(ce budget n'inclut pas seulement le budget approuvé pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux comme défini à la question 6, mais aussi le système pénitentiaire, la protection judiciaire de la jeunesse, le fonctionnement du ministère de la Justice, etc.)

NA 792 410 000

11) Veuillez préciser les éléments composant le budget de l'ensemble du système de justice.

Si "autre", veuillez préciser dans la case "commentaire" ci-dessous.

Système des juridictions	Oui
Aide judiciaire	Oui
Ministère public	Oui
Système pénitentiaire	Oui
Service de probation	Oui
Conseil de la justice	NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	NAP
Fonctionnement du ministère de la justice	Oui
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	Non
Autres	Oui

Commentaire :

Other elements included in the budget: enforcement agents and election expenditure, There are also some other (small) officies under the administrative sector of the Ministry of Justice (all included) like Legal Register Centre, Office of the Bankruptcy Ombudsman, Office of the Data Protection Ombudsman, National Council for Crime Prevention, Accident Investigation Board Finland, National Research Institute of Legal Policy and ICT Service Centre for the Judicial Administration.

12) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire, en €- Si une ou plusieurs données ne sont pas disponibles, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Total du budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	12.1 Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire en matière pénale	12.2 Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire en matière autre que pénale
Montant (en €)	58100000	NA	NA

13) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €). Veuillez ajouter dans la boîte "commentaire" ci-dessous toute information utile à l'interprétation des données.

Montant

42 937 000

Commentaire :

14) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	Oui	Non	Oui	Oui
Autre ministère	Oui	Non	Non	Non
Parlement	Non	Oui	Non	Non
Cour Suprême	Oui	Non	Oui	Oui

Conseil Supérieur de la Magistrature	NAP	NAP	NAP	NAP
Tribunaux	Oui	Non	Oui	Non
Organisme d'inspection	Non	Non	Non	Oui
Autre	Non	Non	Non	Non

15) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (au regard de la question 14) :

the Ministry of Finance

Inspection body: the National Audit Office of Finland

A.2

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires

Q6#2#3 : The increase results mainly from the planning and preparation of the implementation of the new data system (new criminal case management system).

Q6#2#4 : All expenses mentioned in Q6#2#4 (interpretation and translation expenses, court mediator expenses, expert expenses, witness's fees borne by state, damages borne by state) have increased considerably.

Q6#2#8 : In both rounds (data 2008 and 2010) all items which not include to the other figures are categorized to the figure "other matters". Round at issue there are less expenses which can not be subsumed under categories 1 to 6. (More detailed clarification is still require

Question 12: Part of the expenses of the legal aid comes from cases which are not heard in the courts.

Cf CN 06/07

Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 6, 9, 10, 11, 12 et 13.

the Ministry of Justice

The Office of the Prosecutor General

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

16) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	Oui	Oui
Conseil juridique	Oui	Oui

17) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

The court charges and other similar payments are waived for a recipient of legal aid.

18) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

Legal aid covers the first attempt to collect outstanding claims by way of distraint. For the second attempt a new legal aid decision is needed.

19) L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ? Si oui, veuillez préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
	Oui	Oui

Commentaire :

Granting of legal aid shall release the recipient from liability for the fees and reimbursements for an attorney appointed; the fees and reimbursements arising from the interpretation and translation services required in the consideration of the matter; and handling charges, document charges and the reimbursement of miscellaneous expenses in the authority seised of the main matter; the said charges shall likewise not be collected by other authorities for their measures and documents in so far as necessary for the matter being dealt with.

The compensation for witnesses called by a party receiving legal aid shall be paid from state funds. The other costs of evidence submitted by a party receiving legal aid shall be paid from state funds if the evidence has been necessary for the resolution of the matter.

If a party receiving legal aid, other than the defendant in a criminal matter, has been summoned to the court in person in order to resolve the matter, the compensation for the costs of coming to court shall be paid from state funds.

20) Nombre d'affaires portées devant les tribunaux et ayant bénéficié de l'aide judiciaire. Veuillez préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous, le cas échéant. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

[Cette question porte sur le nombre annuel de décisions octroyant l'aide judiciaire aux justiciables qui ont saisi un tribunal. Elle ne concerne pas le conseil juridique fourni pour des affaires qui ne sont pas portées devant un tribunal.]

	Nombre
Total	83703
en matière pénale	37493
en matière autre que pénale	46210

Commentaire :

21) En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ? Veuillez préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

Personnes mises en cause	Oui
Victimes	Oui

Commentaire :

Legal aid is granted to persons of low or moderate income. It is also possible that for a person is appointed a public defender. The fee of the public defender is paid by the State. A public defender will be appointed for a suspect of an aggravated offence (where the punishment is no less than 4 months of imprisonment), for a person who has been arrested or detained, for a person under 18 years of age and for a person incapable of seeing to his or her own defence regardless of the income or available means. In cases where the charge is dismissed, the State has to pay for legal expenses of the defendant. In cases where the judgment is delivered, the court decides whether the defendant must reimburse the defendant's fee partially or entirely to the State.

In criminal cases the complainant is appointed a trial counsel at the expense of the State regardless of the complainant's financial status. This is possible in the following situations:

- complainant is a victim of a sexual crime
- complainant is a victim of violence caused by a close related person
- complainant is a victim of a serious life or health threatening violent crime or a victim of a serious property offence

Naturally the complainant with low or moderate income and available means may receive legal aid and legal counsel in other types of matters as well. In the above-mentioned cases the complainant will be appointed a legal aid counsel at the expense of the State regardless of financial status.

22) Si oui, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

- Oui
 Non

23) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire ? Veuillez ajouter dans la boîte

"commentaire" ci-dessous les informations utiles à l'interprétation des données fournies. Si un tel système existe, mais que les données ne sont pas disponibles, veuillez indiquer NA. Si un tel système n'existe pas, veuillez indiquer NAP.

	montant du revenu (si possible pour une personne) en €	valeur des biens (patrimoine) en €
en matière pénale	NA	NA
en matière autre que pénale ?	NA	NA

Commentaire :

Legal aid is granted on the basis of the applicant's and his or her spouse's income, expenditures, wealth and maintenance liability. The applicant must present evidence of his or her financial circumstances and of the matter for which legal aid is being sought. The legal aid office calculates the applicant's monthly available means. The available means held by the applicant determine whether the applicant is given legal aid for free or against a deductible. The deductible of a recipient of legal aid may have two components which are calculated in different ways; these components are the basic deductible which is based on the available means of the applicant and the supplementary deductible which is based on funds or deposit and other easily liquidated assets. The basic deductible is calculated as a percentage of the costs of the legal aid, determined on the basis of the applicant's available means as follows:

Single person

up to EUR 600 : 0 %
 up to EUR 800 : 20 %
 up to EUR 900 : 30 %
 up to EUR 1050 : 40 %
 up to EUR 1150 : 55 %
 up to EUR 1300 : 75 %

Couple per person

up to EUR 550 : 0 %
 up to EUR 700 : 20 %
 up to EUR 800 : 30 %
 up to EUR 1000 : 40 %
 up to EUR 1100 : 55 %
 up to EUR 1200 : 75 %

If the applicant has deposited funds or other easily liquidated assets to an amount exceeding EUR 5000, they are used in the calculation of the supplementary deductible. Supplementary deductible consists of 50 per cent of fund on deposit and other easily liquidated assets; in so far as these exceed EUR 5000.

24) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

Legal aid shall not be granted if:

- (1) the matter is of little importance to the applicant;
- (2) it would be clearly pointless in proportion to the benefit that would ensue to the applicant;
- (3) the pursuit of the matter would constitute an abuse of process; or
- (4) the matter is based on an assigned right and there is reason to believe that the purpose of the assignment was the obtainment of legal aid.

Legal aid is not given in clear cases, such as undisputed divorces or simple criminal cases sanctioned with a fine. Even for such cases the legal aid offices offer advice and consultation.

25) La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

- le tribunal ?
- une instance extérieure au tribunal ?
- une instance mixte (tribunal/organe externe)?

26) Existe-t-il un système privé d'assurance protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

- Oui
- Non

Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène grandissant ?

Legal aid is not given if the person has legal expenses insurance that covers the matter in question. Such insurance cover may be included for example in a household insurance policy, a labour union policy or a farming policy. In exceptional cases legal aid may be given for legal costs that exceed the maximum coverage provided by a legal expenses insurance policy.

27) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés:

en matière pénale ?	Yes
en matière autre que pénale ?	Yes

B.1

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23:

the Ministry of Justice

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

28) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

Les sites internet mentionnés pourraient figurer notamment sur le site internet de la CEPEJ. Veuillez préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous quels documents et informations sont inclus aux adresses concernant "autres documents" :

- | | | |
|---|---|----------------------------------|
| <input type="checkbox"/> aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ? adresse Internet: | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | www.finnlex.fi,
www.edilex.fi |
| <input type="checkbox"/> à la jurisprudence des hautes juridictions ? adresse Internet: | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | www.finnlex.fi,
www.edilex.fi |
| <input type="checkbox"/> à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne) ? | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | www.oikeus.fi,
www.om.fi |

Commentaire :

downloadable forms, electronic applications for legal aid, electronic applications for summons, electronic applications for execution, publications of the Ministry of Justice

29) Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

According to Section 18 of Chapter 5 of the Code of Judicial Procedure (4/1734) during the preparation, the court has an obligation to provide information to the parties concerning the estimated timeframe of the proceeding.

30) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

There is an organisation called Victim Support Finland which offers practical advice and psychological support to victims of crimes or attempted crimes and those closest to them and witnesses of crime. The aid offered by the organisation includes phone services, judicial advice phone services and personal support for victims of crime in local offices.

The service has been funded mainly by the Slot Machine Association, the state and municipalities. Victim Support Finland is run in cooperation by The Federation of Mother and Child Homes and Shelters, The Finnish Association for Mental Health, Mannerheim League of Child Welfare, The Finnish Red Cross, Finnish Federation of Settlements, The Feminist Association Union and Church council.

31) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires. Si "autres personnes vulnérables" et/ou "autres modalités particulières", veuillez le préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

[Cette question ne concerne pas la phase d'investigation par la police et elle ne concerne pas l'indemnisation des victimes d'infractions traitée aux questions 32 à 34.]

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les audiences	Autres
Victimes de viol	Oui	Oui	Non
Victimes du terrorisme	Non	Non	Non
Enfants (témoins ou victimes)	Oui	Oui	Non
Victimes de violence domestique	Oui	Oui	Non
Minorités ethniques	Oui	Oui	Non
Personnes handicapées	Oui	Oui	Non
Délinquants mineurs	Non	Oui	Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains)	Non	Non	Non

Commentaire :

32) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui
 Non

Si oui, pour quels types d'infractions

Compensation shall be paid for personal injury or property damage caused by an offence committed in Finland. If the offence has been committed outside of Finland, compensation shall be paid for personal injury only.

A person who has sustained personal injury shall be compensated for medical costs, pain and suffering, invalidity and other permanent handicap, loss of income and maintenance, clothes and other everyday items that have been damaged in connection with the personal injury. (Act on Compensation for Crime Damage (1204/2005))

33) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en:

- un dispositif public ?
 des dommages et intérêts à payer par la personne responsable (par décision du tribunal) ?
 un dispositif privé ?

34) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

Delegation for personal injury matters assembles reports on judicial practise related to compensations awarded by courts. Delegation also states recommendations of the amount of compensation.

35) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

According to Section 9 of Chapter 3 of the Criminal Procedure Act (689/1997), on the request of the injured party, the public prosecutor who has brought a charge is to pursue the civil claim of the injured party, arising from the offence for which the charge has been brought, as against the defendant in the criminal case, if this is possible without essential inconvenience and if the claim is not obviously ill-founded.

36) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire?

Veillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision du tribunal".

Oui

Non

NAP (le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision judiciaire est nécessaire)

Le cas échéant, veuillez préciser :

According to Section 15 of Chapter 1 of the Criminal Procedure Act (689/1997) the injured party may assume the prosecution of a charge which has been abandoned by the public prosecutor or another injured party. According to Section 14 of the same chapter the injured party may bring a charge for an offence only if the public prosecutor has decided not to prosecute.

2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

37) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

durée excessive de la procédure ?

non exécution des décisions de justice?

arrestation injustifiée ?

condamnation injustifiée ?

Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation, le nombre d'affaires, le résultat des procédures et le dispositif actuel permettant de calculer le montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

The Act on Compensation for Excessive Length of Judicial Proceedings entered into force on 1 January 2010. According to the act a private party is entitled to receive reasonable compensation out of the State funds if the excessive length of judicial proceeding is considered to violate the right of a part to a trial within a reasonable time. The amount of the compensation is 1500 euros for each year during which the proceedings have been delayed for the reason that the State is liable for. The maximum amount of the compensation is 10 000 euros. A claim for compensation must be filed with the court considering the main issue at the latest before the consideration of the subject matter has ended. The act applies to civil and criminal matters considered in general courts of law. The similar act that applies to administrative matters considered in administrative courts shall enter into force in year 2012.

The State Treasury provides compensation for innocent people who have lost their freedom due to the action of authorities. Compensation is not granted if freedom was lost for less than 24 hours. Someone who has been given a travel ban has the same right, as applicable, to obtain compensation for the restriction in their freedom. In 2010 the compensation amount per day of unjustified detention or condemnation was about 100-120 euros if the loss of freedom was no longer than 14 days and about 150 euros if the loss of freedom was more than 2 weeks. Compensation amount mentioned includes compensation for suffering. In addition, a person who has lost his freedom has the right to receive compensation for expenses and loss in earnings or benefits.

38) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? (plusieurs options possibles)

- enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- enquêtes (de satisfaction) auprès des parties
- enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales)
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des victimes

Si possible, veuillez préciser leurs titres, objets et sites internet où elles peuvent être consultées :

Päivi Honkatukia: National Research Institute Research Report No. 252 of Legal Policy Helsinki 2011, Victims in the criminal process: vulnerability, services and treatment

Marjukka Lasola (ed.) National Research Institute of Legal Policy publication Law and the Citizen 2009 – A Survey on Legal Institutions and Access to Justice no. 244

Marjukka Litmala (ed.): Oikeusolot 2004, National Research Institute of Legal Policy publication, 210 / 2004. (the title translated: Judicial conditions)

Hannu Niskanen & Timo Ahonen & Ahti Laitinen: Suomalaisten luottamus tuomioistuimiin, The University of Turku 1999 (the title translated: Trust in courts)

39) Si possible, veuillez préciser :

	Enquêtes systématiques (par exemple annuelles)	Enquêtes occasionnelles
Enquêtes au niveau national	Non	Oui
Enquêtes au niveau des tribunaux	Non	Oui

40) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)?

- Oui
 Non

41) Veuillez préciser l'autorité compétente pour traiter de telles plaintes et informer si l'autorité doit ou ne doit pas respecter un délai pour répondre et/ou un délai pour traiter la plainte (plusieurs réponses possibles). Veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

	Délai pour répondre (par exemple pour accuser réception de la plainte, pour informer des suites qui lui seront données, etc.)	Délai pour traiter la plainte	Pas de délais
Tribunal concerné	Non	Non	Oui
Instance supérieure	Non	Non	Oui
Ministère de la Justice	Non	Non	Oui
Conseil supérieur de la magistrature	Non	Non	Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	Non	Non	Oui

Commentaire :

The institutions which receive such complaints have an obligation to respond. See also q. 140 The Chancellor of Justice, along with the Parliamentary Ombudsman, is the supreme guardian of the law in Finland.

Questions concerning High Council of the Justice: NAP in Finland

Cases concerning corruption: NA

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

42) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Nombre total
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	27
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	11
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	82

43) Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance. Si "autres tribunaux spécialisés de 1ère instance", veuillez donner des précisions dans la boîte "commentaire" ci-dessous. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	11
Tribunaux commerciaux	1
Tribunaux du travail	1
Tribunaux des affaires familiales	NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	NAP
Tribunaux administratifs	8
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	1
Tribunaux militaires	NAP
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	NAP

Commentaire :

Q42.2 and Q43: the answer could also be 11(12). In Finland there are 8 Administrative Courts, 1 Market Court, 1 Labour Court and 1 Insurance Court. Then there is the High Court of Impeachment that hears

charges against Ministers (i.e. Members of the State Council), Chancellor of Justice, Parliamentary Ombudsman and Supreme Court Justices for unlawful conduct in office but it is convened only when necessary.

Q42.3 there are altogether 82 courts (geographic locations) : 27 District Courts, 13 Branch offices of District Courts, 23 Auxiliary courtrooms of District Courts, 3 specialised courts, 8 Administrative Courts, 6 Courts of Appeal, The Supreme Court and The Supreme Administrative Court

44) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux) ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

In the beginning of the year 2010 the network of the District Courts changed, The change meant a reduction of the number of courts from 51 to 27. For the foreseeable future the next reform is the developing of the structure of the Court of Appeal network and the Administrative Court network.

45) Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour les affaires suivantes. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance.	NAP
le licenciement	27
le vol avec violence	27

Veuillez préciser la définition d'une petite créance et indiquer le montant financier en dessous duquel une créance est considérée comme telle :

Small claims do not exist as a legal term in Finland. Undisputed civil matters can be dealt with in a summary proceeding.

Veuillez indiquer les sources utilisées pour les réponses aux questions 42, 43 et 45 :

the Ministry of Justice

Q42#1#1 : In the beginning of the year 2010 the network of the District Courts changed, The change meant a reduction of the number of District courts from 51 to 27.

Q42#1#3 : In the beginning of the year 2010 the network of the District Courts changed, The change meant a reduction of the number of District courts from 51 to 27.

Q45#1#2 : In the beginning of the year 2010 the network of the District Courts changed, The change meant a reduction of the number of District courts from 51 to 27. All first instance courts are competent for dismissal and robbery cases.

Q45#1#3 : In the beginning of the year 2010 the network of the District Courts changed, The change meant a reduction of the number of District courts from 51 to 27. (as mentioned in Q44). All first instance courts are competent for dismissal and robbery cases.

3. 1. 2. Juges et personnels non-juges

46) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre 2010)

(veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées). Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

Veuillez ajouter dans la boîte "commentaire" ci-dessous toute information utile à l'interprétation des données ci-dessus.

[Veuillez vous assurer que les procureurs et leurs personnels sont exclus des réponses suivantes (ils sont concernés par les questions 55-60). Si la distinction entre personnels attachés aux juges et personnels attachés aux procureurs n'est pas possible, merci de l'indiquer clairement.]

Veuillez indiquer le nombre de postes effectivement pourvus à la date de référence et non pas les effectifs budgétaires théoriques.]

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	967	514	453
1. Nombre de juges professionnels de première instance	731	380	351
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	193	107	86
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	43	27	16

Commentaire :

47) Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels). Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	46	36	10
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	38	29	9
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	6	6	0
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	2	1	1

48) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre 2010). Si nécessaire, veuillez indiquer dans la boîte "commentaire" ci-dessous toute information utile pour l'interprétation de la réponse à la question 48.

Donnée brute

NAP

Si possible, donnée en équivalent temps plein

NAP

Commentaire :

49) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre 2010) (y compris les "lay judges" et juges consulaires ; les arbitres et les jurés sont exclus de cette donnée).

Donnée brute

 Oui

3 689

50) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

 Oui Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

51) Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence :

NAP

52) Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre 2010) (cette donnée ne devrait pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés). Si « autres personnels non juges », veuillez le préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)

 Oui

2285

1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.

NAP

2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)

NA

3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)

NA

4. Personnels techniques

NA

5. Autres personnels non juges

NA

Commentaire :

office staff 1479, summoners 272, trainee district judges 130, junior district judges 15, referendaries 389

53) S'il existe dans votre système la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez décrire brièvement leur statut et leurs fonctions:

-

54) Les tribunaux ont-ils délégué certains services, relevant de leur compétence, à un

service privé (par exemple, la maintenance informatique, la formation continue du personnel, la sécurité, les archives, le nettoyage)

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

IT services, partly security, cleaning, office goods supplies

C.1

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile à l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Q49: There are 3689 lay members in District Courts.

Veillez indiquer les sources utilisées pour les réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

the Ministry of Justice

3. 1. 3. Procureurs et personnel

55) Nombre de procureurs au 31 décembre 2010 (veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées). Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP. Veuillez ajouter dans la boîte "commentaire" ci-dessous toute information utile à l'interprétation des données.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	372	206	166
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	NAP	NAP	NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	NAP	NAP	NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	NAP	NAP	NAP

Commentaire :

Total number includes 353 public prosecutors working in local prosecution offices (193 males and 160 females), the Prosecutor-General (male), the Deputy Prosecutor-General (male) and 17 State Prosecutors (11 males and 6 females).

The prosecutorial organization is a two-tiered structure. It consists of the Office of the Prosecutor General, which is the central authority of the prosecution service, and 13 local prosecution offices (In 2010 there were 15 local offices) with 27 service bureaus.

The Prosecutor-General is the supreme prosecutor and the head of the prosecution service. The Prosecutor-General directs and develops prosecutorial activity by issuing general instructions and guidelines to the prosecutors. He also appoints local prosecutors. The Prosecutor-General may take over a case from a subordinate prosecutor, but he cannot order a subordinate prosecutor to decide the case in any given manner. He can also self decide on the bringing of charges and designate a prosecutor to

pursue the case in the courts. The Deputy Prosecutor-General decides the matters in his competence on the same authority as the Prosecutor-General. He also deputises for the Prosecutor-General where necessary. For regular prosecutorial tasks, the Office has State Prosecutors, whose jurisdiction covers the entire country.

Most criminal matters (some 80,000 cases annually) are dealt with by the local prosecution units. The Office of the Prosecutor-General deals mainly with criminal cases with wider significance to society as a whole, a few dozen every year.

56) Nombre de chefs des ministères publics. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP. Veuillez ajouter dans la boîte "commentaire" ci-dessous toute information utile pour l'interprétation des données.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	17	15	2
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	NAP	NAP	NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	NAP	NAP	NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	NAP	NAP	NAP

Commentaire :

the Prosecutor-General (male), the Deputy Prosecutor-General (male) and 15 heads of local prosecution offices (13 males and 2 females)

57) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- Oui
 Non

Nombre (en équivalent temps plein)
 NAP

58) Si oui, veuillez préciser leurs noms et fonctions :

If a prosecutor has decided not to prosecute, the injured party has the right to self bring a charge for the offence, so as to have the case heard by a court of law.

The Chancellor of Justice of the Government and the Parliamentary Ombudsman may also prosecute or order that charges be brought in matters falling within the purview of their supervision of legality.

59) Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

- Oui
 Non

60) Nombre de personnels (non procureurs) rattachés au ministère public (si possible au

31 décembre 2010) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

Nombre

 Oui

168

C.2

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile à l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Q60 168 in local prosecution offices, in addition, the number of staff (non-prosecutors) in the Office of the Prosecutor General is about 18.

Veillez indiquer la source des réponses aux questions 55, 56 et 60

The Office of the Prosecutor General

3. 1. 4. Budget du tribunal et nouvelles technologies

61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ? Si "autre", veuillez le préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	Oui	Non	Non	Oui
Président du tribunal	Oui	Oui	Oui	Oui
Directeur administratif du tribunal	Oui	Non	Oui	Non
Greffier en chef	Non	Non	Non	Non
Autre	Non	Non	Non	Non

Commentaire :

62) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

Traitement de texte	100% of courts
Base de données électronique pour la jurisprudence	100% of courts
Dossiers électroniques	100% of courts
E-mail	100% of courts
Connexion internet	100% of courts

63) Pour l'administration et la gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

Enregistrement des affaires	100% of courts
Système d'information sur la gestion du tribunal	100% of courts
Système	

d'information financière	100% of courts
Vidéoconférence	100% of courts

64) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

Formulaire électronique	100% of courts
Site internet	100% of courts
Suivi électronique des affaires	0 % of courts
Registres électroniques	100% of courts
Recouvrement électronique d'une petite créance	100% of courts
Recouvrement électronique d'une créance non contestée	100% of courts
Dépôt d'un recours depuis un poste informatique	100% of courts
Vidéoconférence	100% of courts
Autres moyens de communication électronique	100% of courts

65) L'utilisation de la vidéoconférence dans les tribunaux (détails de la question 65). Veuillez indiquer dans la boîte "commentaire" ci-dessous toute précision sur le cadre juridique et le développement de la vidéoconférence dans votre pays.

	65.1 En matière pénale, les tribunaux et les parquets ont-ils recours à la vidéoconférence pour des auditions de prévenus ou de témoins ?	65.2 Ces auditions par le juge / le procureur peuvent-elles avoir lieu dans les services de police ou/et les établissements pénitentiaires ?	65.3 Existe-t-il une législation spécifique sur les conditions d'utilisation de la vidéoconférence par les tribunaux ou les parquets, en particulier pour préserver les droits de la défense ?	65.4 La vidéoconférence est-elle utilisée en matière autre que pénale ?
	Oui	Oui	Oui	Oui

Commentaire :

According to the Criminal Procedure Act, in criminal cases a preparatory hearing may be arranged by the use of videoconferencing or by telephone if the court deems that this is appropriate. Also in cases concerning imprisonment the defendant may be heard with the use of a videoconference.

In civil, administrative and criminal cases a witness, another person to be heard for probative purposes or a party may be heard in the main hearing without his or her appearance in person with the use of a videoconference or other appropriate technical means of communication, where the persons participating in the hearing have an audio and video link with one another, if the court deems that this is suitable.

C.3

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Q64: Small claims do not exist as a legal term in Finland, but electronic submission of claims for undisputed civil matters is possible

3. 2. Performance et évaluation

3. 2. 1. Performance et évaluation

66) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution:

Statistics Finland, www.stat.fi, Postal address: FI-00022 Statistics Finland, Statistics Finland's task is to compile statistics and reports concerning social conditions, collect and maintain data files on society, provide information service and promote the use of the statistics, conduct studies and surveys related to statistics compilation and develop statistical methodology, develop the national statistical service in co-operation with other Government officials, participate in Finland's international statistical co-operation and co-ordinate it. In fact, also the Ministry of Justice collects statistical data regarding the functioning of courts and judiciary via automated case-management systems of courts and different automated statistics systems. These answers are based on the information of these case management systems gathered by the Ministry of Justice. The data of these systems is forwarded to Statistics Finland.

67) Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires traitées, d'affaires en instance, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

- Oui
 Non

68) Existe-t-il dans les tribunaux un système de suivi régulier des activités des tribunaux concernant:

Le système de suivi des activités vise à contrôler l'activité quotidienne des tribunaux (en particulier la production des tribunaux) notamment au travers de collectes de données et d'analyses statistiques (v. aussi les questions 80 et 81).

- le nombre de nouvelles affaires ?
 le nombre de décisions rendues ?
 le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?
 la durée des procédures (délais)?
 autre ?

Si autre, veuillez préciser :

All Courts of Law maintain statistics of the above mentioned items and convey these to the Court Administration Unit of the Ministry of Justice.

69) Existe-t-il un système d'évaluation régulière de l'activité (en termes de performance et de rendement) de chaque tribunal ?

Le système d'évaluation concerne la performance des systèmes judiciaires, incluant une vision à plus long terme et utilisant des indicateurs et des objectifs. Cette évaluation peut avoir une nature plus qualitative (v. questions 69-77). Elle ne concerne pas l'évaluation globale du (bon) fonctionnement des tribunaux (v. question 82).

- Oui
 Non

Veillez préciser :

There are annual negotiations between all courts and the Ministry of Justice. These negotiations are part of the method called "Management by results". Through these negotiations and the method the Ministry of Justice allocates budget funds to the Courts of Law.

70) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité (si non, veuillez passer à la question 72) :

- Oui
 Non

71) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis :

- nouvelles affaires
 durée des procédures (délais)
 affaires terminées
 affaires pendantes et stocks d'affaires
 productivité des juges et des personnels des tribunaux
 pourcentage d'affaires traitées par un juge unique
 exécution des décisions pénales
 satisfaction du personnel des tribunaux
 satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
 qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux
 coûts des procédures judiciaires
 autre

Si autre, veuillez préciser :

72) Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance (par exemple un nombre d'affaires à traiter par mois) pour chaque juge ?

- Oui
 Non

73) Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels des juges :

- pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)
 pouvoir législatif
 pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)
 Autre

Si autre, veuillez préciser :

-

74) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux (si non, veuillez passer à la question 77)?

- Oui
 Non

75) Veuillez préciser qui fixe les objectifs des tribunaux :

- pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)
 pouvoir législatif
 pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)
 autre

Si autre, veuillez préciser :

There are annual negotiations between all courts and the Ministry of Justice. These negotiations are part of the method called "Management by results". The targets are defined in the course of negotiations.

76) Veuillez préciser les principaux objectifs appliqués aux tribunaux:

the length of proceedings (the hearing of a case in court without undue delay)
the number of closed cases

77) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (v. questions 69 à 76) (réponses multiples possible):

- Conseil Supérieur de la Magistrature
 Ministère de la justice
 organe d'inspection
 Cour Suprême
 organe d'audit extérieur
 autre

Si autre, veuillez préciser :

Courts of Law are organisationally under the administration of the Ministry of Justice. Courts are also supervised by the Chancellor of Justice and the Parliamentary Ombudsman. In matters of law, the Courts are independent. The Ministry does not supervise court decisions.

78) Existe-t-il des standards de qualité définis pour l'ensemble du système judiciaire (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

In Finland, there is one Quality Project of the courts in the jurisdiction of the Court of Appeal of Rovaniemi. (The jurisdiction of the Court of Appeal of Rovaniemi is the northernmost of the six appellate jurisdictions in Finland.) In 1999, the courts in the jurisdiction of the Court of Appeal of Rovaniemi launched a project for improvement of quality in adjudication. The quality project covers both civil cases and criminal cases. The objective of the quality project is to develop the functioning of the courts further and further so that the proceedings meet the criteria of a fair trial, that the decisions are well reasoned and justified, and that the services of the courts are affordable to the individual customers. The main working method consists of systematic discussions among the judges and also between the judges and stakeholders. The development work is steered by the development committee of the quality project. Normally four working groups for quality are set up for each year. The membership consists of judges from each of the District Courts in the appellate jurisdiction, members of the Court of Appeal, and referendaries of the Court of Appeal. Also prosecutors, private attorneys, public legal aid attorneys and heads of pre-trial investigation may serve as members in the working groups for quality. Each working group for quality is tasked to deal with one of the development themes which have been selected. The reports of the working groups are presented at the Quality Conference, they are discussed, and quality objectives based on the reports are set for the following year. The Report of Quality, containing the final reports, is published every year.

There is also quality project of the courts in the jurisdiction of the Court of Appeal of Helsinki. Quality Project consists of working methods of two kind: cooperation with the University of Helsinki and working groups. Working groups for quality are set up for each year. The membership consists of judges from District Courts, members of the Court of Appeal, referendaries of the Court of Appeal, prosecutors and lawyers. Each working group for quality is tasked to address to one of the development themes which have been selected. The reports of the working groups are presented at the conference called "Day of Jurisdiction"

In addition there is a cooperation project between administrative courts. Some topics of the project have related to the quality standards. The reports of the project have discussed the matters like the factors of quality at administrative courts and the collection of information on quality.

79) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables de ces standards de qualité ?

- Oui
 Non

80) Existe-t-il une procédure d'évaluation permettant de mesurer le stock d'affaires en instance et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- en matière civile
 en matière pénale
 en matière administrative

81) Disposez-vous d'une procédure d'évaluation permettant de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

The computer based case management systems provide information about duration of procedures in every single case as necessary. In practice the courts are controlling themselves and the control is based on the sum ups of the performance in a month or in another period.

82) Existe-t-il un système d'évaluation globale du (bon) fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori?

Cette question ne concerne pas l'évaluation spécifique d'indicateurs de performance.

- Oui
 Non

Veillez préciser la fréquence de l'évaluation:

There are annual negotiations between all courts and the Ministry of Justice. These negotiations are part of the method called "Management by results". (See above 69) In addition there is another regular evaluation system: the courts of law annually give a report on their functioning. In the annual reports, the courts evaluate their performance, besides the Ministry of Justice comments on the annual reports. [Also the Chancellor of Justice and the Ombudsman shall ensure that the courts of law obey the law to fulfil their obligations.]

83) Existe-t-il une procédure régulière de suivi et d'évaluation de l'activité du ministère public ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

The Prosecutor General monitors and evaluates the performance of the prosecution service. Also the Chancellor of Justice and the Ombudsman shall ensure that the courts of law, the other authorities and civil servants, public employees and other persons, when the latter are performing a public task, obey the law to fulfil their obligations.

C.4

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux**

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Informations générales

84) Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquels le suspect n'est ni présent ni représenté par un professionnel juridique durant l'audience) ?

NA

85) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

- Oui
 Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année):

86) Nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution). Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA.

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	1	6	3	0
Procédures civiles - Article 6§1 (non-exécution)	0	0	0	0
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	4	8	4	0

Veuillez préciser les sources :

the Ministry of Justice
the Ministry for Foreign Affairs of Finland

D.1

Vous pouvez indiquer ci-dessous tout commentaire utile à l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre

Q84: The information is not available from the year 2010. According to a research made by the Ministry of Justice in 1998 in 22 % of judgements in criminal cases the suspect was not actually present or represented.

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

87) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile ?
 en matière pénale ?
 en matière administrative ?

il n'y a pas de procédure spécifique

Si oui, veuillez préciser:

Under the administrative law there are several acts including urgency provisions. When necessary and when it is enacted in a law, the cases are processed urgently, but there are not specific procedures for urgent matters.

As regards criminal cases, if a defendant under 18 years of age is charged with an offence which under the circumstances referred to in the charge is subject to a penalty more severe than imprisonment for six months the main hearing is to take place within 30 days of the time when the criminal case became pending. If the defendant is in detention, under a travel ban or suspended from public office, the main hearing is to take place within two weeks of the time when the criminal case became pending.

88) Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges) ?

en matière pénale (petites infractions) ?

en matière administrative ?

il n'y a pas de procédure simplifiée

Si oui, veuillez préciser:

Pertaining to proceeding of criminal cases there are simplified procedures of two kinds. Firstly, according to the Act on Penal Order Proceedings (692/1993), certain minor and clear offences may be decided by public prosecutor in written proceedings without charging them before the court. Secondly, according to the chapter 5 A of the Criminal Procedure Act (689/1997) since 1 January 2006, with the consent of the defendant, it has been possible to decide petty offence cases in written proceedings without holding the main hearing.

Undisputed civil matters can be dealt with in a summary proceeding. According to the section 3 of the chapter 5 of the Code of Judicial Procedure (4/1734) if the case relates to (1) a debt of a specific sum, (2) restoration of possession or a disrupted circumstance, or (3) eviction and the plaintiff states that to his/her knowledge the matter is not under dispute, only the circumstances on which the claim is immediately based need be included in the application for a summons as the circumstances on which the application is based. Also, in this event, the evidence referred to in section 2(1)(3) (as far as possible, the evidence that the plaintiff intends to present and what he/she intends to prove with each piece of evidence) need not be included in the application. However, the contract, commitment or other written evidence invoked by the plaintiff shall be clearly indicated.

As regards administrative cases, as a rule Administrative Court shall have a quorum with three legally trained members present. However in many cases Administrative Court shall have a quorum with only two (e.g. income support cases, basic education cases) or one (e.g. traffic supervision cases, some prohibition of execution cases) legally trained members present.

89) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

The court has the formal authority to decide on dates of hearings etc. but in practice lawyers and the court conclude agreements on such modalities in order to ease the process.

4. 2. 2. La gestion des flux d'affaires et la durée des procédures judiciaires

90) Note:

Les correspondants nationaux sont invités à faire particulièrement attention à la qualité des réponses aux questions 91 à 102 concernant la gestion des flux d'affaires et la durée des procédures judiciaires. La CEPEJ a convenu que les données correspondantes ne seront traitées et publiées que dans la mesure où un nombre significatif d'Etats membres – tenant compte des données présentées dans le précédent rapport – y aura répondu, permettant une comparaison utile entre les systèmes.

91) Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales". Si la donnée n'est pas disponible, indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, indiquer NAP.

Note 1: les affaires des catégories 3 à 5 (exécution, registres foncier et du commerce) doivent être présentées séparément dans le tableau. Les affaires de la catégorie 6 (administratives) doivent aussi être mentionnées séparément pour les pays disposant de tribunaux spécialisés, ayant des procédures spécifiques de droit administratif ou capables de distinguer affaires administratives et affaires civiles.

Note 2: vérifier la cohérence horizontale et verticale des données fournies. La cohérence horizontale des données signifie: "(affaires pendantes au 1er janvier 2010 + nouvelles affaires) – affaires terminées" doit correspondre au nombre d'affaires pendantes au 31.12.2010. La cohérence verticale des données signifie que la somme des catégories 1 à 7 doit correspondre au total des affaires "autres que pénales".

	Affaires pendantes au 1 janvier 2010	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2010
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1+2+3+4+5+6+7) *	107 120	389 479	391 908	104 691
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 6)*	6 431	10 845	10 112	7 164
2. Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, etc. (si possible sans les affaires administratives ; sans les affaires relatives à l'exécution et/ou à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 3-7)*	75 952	337 125	340 973	72 104
3. Affaires relatives à l'exécution	350	1 055	1 055	350
4. Affaires relatives au registre foncier**	NAP	NAP	NAP	NAP
5. Affaires relatives au registre du commerce**	NAP	NAP	NAP	NAP
6. Affaires administratives (contentieuses et non contentieuses)	19 863	31 397	31 043	20 217
7. Autres affaires (par exemple affaires relatives au registre d'insolvabilité)	4 524	9 057	8 725	4 856

92) Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

2 Civil (and commercial) non-litigious cases: The number includes summary proceedings (uncontested payment orders), divorce cases and petitions

3 Enforcement cases: The enforcement belongs to the competence of the enforcement authorities, not to the competence of courts. Cases mentioned here are appeals in execution proceedings in accordance with the Execution Act

4 From the beginning of the year 2010 Land register cases were transferred to National Land Survey of Finland.

6 Administrative law cases: On appeal, the administrative court reviews the legality of the decision of the authority. The number mentioned in category 6 includes cases dealt with by Administrative Courts, Market Court and Insurance Court.

93) Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

7 Other: The number includes land right law cases, temporary procedural remedy cases, adjustment of the debts of a private individual - cases, restructuring of enterprises cases and bankruptcy cases dealt with by District Courts. The number includes also all the cases dealt with by the Labour Court.

94) Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

Note : Veuillez vérifier que les données fournies sont cohérentes (horizontalement et verticalement). La cohérence horizontale des données signifie que : "(affaires pendantes au 1er janvier 2010 + nouvelles affaires) – affaires terminées" doit correspondre au nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2010. La cohérence verticale des données signifie que la somme des catégories 8 et 9 en matière pénale doit correspondre au nombre total d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1 janvier 2010	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2010
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	15 477	61 629	59 607	17 499
8. Affaires pénales (infractions graves)	NAP	NAP	NAP	NAP
9. Petites infractions	NAP	NAP	NAP	NAP

95) La classification entre affaires pénales graves et petites infractions peut être difficile. Certains pays peuvent connaître d'autres voies de traitement des petites infractions (par exemple par la procédure administrative).

Veuillez indiquer, si possible, les catégories d'affaires comprises dans la catégorie infractions graves et les affaires à inclure dans la catégorie petites infractions :

Total criminal cases (8+9): The classification of cases between severe criminal law cases and misdemeanour cases is not in statistical use in Finland.

In addition to criminal cases mentioned above there are cases as follows:

96) Commentaires relatifs aux questions 91 à 95. Vous pouvez indiquer par exemple une situation particulière dans votre pays, expliquer vos réponses NA ou NAP ou expliquer le calcul du total d'affaires « autres que pénales » ou la différence au niveau de la cohérence horizontale etc.

When comparing the figures 2008 and 2010, there is a significant difference in the total number of pending cases (other than criminal). Reason for that is that from the beginning of the year 2010 Land register cases were transferred to National Land Survey of Finland in connection with the structural change of district courts network.

97) Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre total d'affaires « autres que pénales ». Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

Note: le nombre total d'affaires « autres que pénales » inclut tous les catégories d'affaires présentés (chiffre 1 à 7).

	Affaires pendantes au 1 janvier 2010	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2010
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	1 873	3 838	3 880	1 831
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 6)*	1 344	2 045	2 102	1 287
2. Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, etc. (si possible sans les affaires administratives ; sans les affaires relatives à l'exécution et/ou à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 3-7)*	321	1 175	1 161	335
3. Affaires relatives à l'exécution	72	246	244	74
4. Affaires relatives au registre foncier	NAP	NAP	NAP	NAP
5. Affaires relatives au registre du commerce	NAP	NAP	NAP	NAP
6. Affaires administratives (contentieuses et non contentieuses)	NAP	NAP	NAP	NAP
7. Autres affaires (par exemple affaires relatives au registre d'insolvabilité)	136	372	373	135

98) Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre total d'affaires pénales. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Affaires pendantes au 1 janvier 2010	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2010
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	3 552	7 283	7 557	3 278
8. Affaires pénales (infractions graves)	NAP	NAP	NAP	NAP
9. Petites infractions	NAP	NAP	NAP	NAP

Commentaire :

2 Civil (and commercial) non-litigious cases: The number includes petitions.

3 Enforcement cases: The enforcement belongs to the competence of the enforcement authorities, not to the competence of courts. Cases mentioned here are appeals in execution proceedings in accordance with the Execution Act.

7 Other: The number includes temporary procedural remedy cases, adjustment of the debts of a private individual - cases, restructuring of enterprises cases and bankruptcy cases.

Total criminal cases (8+9): The classification of cases between severe criminal law cases and misdemeanour cases is not in statistical use in Finland.

99) Cours suprêmes : nombre total d'affaires "autres que pénales". Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

Note: le nombre total d'affaires « autres que pénales » inclut tous les catégories d'affaires présentés (chiffre 1 à 7).

	Affaires pendantes au 1 janvier 2010	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2010
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	NA	NA	5 729	NA
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 6)	NA	NA	1 072	NA
2. Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, etc. (si possible sans les affaires administratives ; sans les affaires relatives à l'exécution et/ou à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 3-7)	NA	NA	285	NA
3. Affaires relatives à l'exécution	NA	NA	60	NA
4. Affaires relatives au registre foncier	NAP	NAP	NAP	NAP
5. Affaires relatives au registre du commerce	NAP	NAP	NAP	NAP
6. Affaires administratives (contentieuses et non contentieuses)	3 788	4 587	4 202	4 173
7. Autres affaires (par exemple affaires relatives au registre d'insolvabilité)	NA	NA	110	NA

100) Cours suprêmes : Nombre total d'affaires pénales. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Affaires pendantes au 1 janvier 2010	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2010
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	NA	NA	972	NA
8. Affaires pénales (infractions graves)	NAP	NAP	NAP	NAP
9. Petites infractions	NAP	NAP	NAP	NAP

Commentaire :

6 Administrative law cases: Cases mentioned in category 6 are dealt with by the Supreme Administrative Court, cases mentioned in other categories are dealt with by the Supreme Court.

2 Civil (and commercial) non-litigious cases: The number includes petitions.

3 Enforcement cases: The enforcement belongs to the competence of the enforcement authorities, not to the competence of courts. Cases mentioned here are appeals in execution proceedings in accordance with the Execution Act.

7 Other: The number includes among other things temporary procedural remedy cases, adjustment of the debts of a private individual - cases, restructuring of enterprises cases and bankruptcy cases.

Total criminal cases (8+9): The classification of cases between severe criminal law cases and misdemeanour cases is not in statistical use in Finland.

101) Nombre d'affaires de divorces contentieux, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Affaires pendantes au 1er janvier 2010	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2010
Divorces contentieux	12 057	17 287	18 302	11 042
Licenciements	477	654	630	501
Vols avec violence	117	456	371	202
Homicides volontaires	17	93	79	31

102) Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

[La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution. Nouveau : elle concerne la première, la deuxième et la troisième instance.]

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)
Divorces contentieux	0,25	0	242	77	78	NA
Licenciements	52	0	270	312	189	NA
Vols avec violence	51	0	150	222	119	587
Homicides volontaires	73	0	111	211	116	494

103) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

A marriage may be dissolved by a court order (divorce). A divorce can be granted after a reconsideration period of six months or after the spouses have lived separated for the past two years without interruption. When handling a case of divorce, the court does not examine why the spouses or one of them demands divorce nor the personal relationship between the spouses. A divorce case becomes pending in the District Court by written application, which can be made by the spouses together or one spouse alone.

When a divorce is handled at the District Court for the first time, the handling will be postponed until further notice. Thereafter the District Court shall grant the spouses a divorce when the six-month reconsideration period has expired and the spouses together demand or one of them demands that the spouses be granted divorce.

A divorce case shall lapse if the demand for the granting of divorce is not made within one year from the beginning of the reconsideration period. If a divorce case has been initiated by a joint application of the spouses, the six-month reconsideration period starts to run when the joint application was submitted to or arrived at the District Court. If, on the other hand, the application is made by one spouse alone, the reconsideration period starts to run when the other spouse has been notified of the application. The District Court attends to the service of the application. However, the spouses can be granted a divorce immediately without the otherwise obligatory six-month reconsideration period if they have lived separated for the past two years without interruption.

104) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ?

Veillez décrire la méthode de calcul.

The length of proceedings is calculated from the day of the beginning of lis pendens until the day when the judicial decision is given. Timeframes are calculated via automated case management system which provides information about the duration of procedures in every single case as necessary.

105) Veillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision du tribunal (observer la cohérence avec la question 36!)
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autre attribution significative

Si "autres attributions significatives", veuillez préciser :

The investigation and clearing up of criminal offences are tasks for the police. An investigation is lead by a police officer, who is under the duty to keep prosecutor informed and to heed the instructions given by him or her. Conversely, a prosecutor has the right, and is under the duty, to direct the investigation in order to secure an appropriate consideration of charges and an expeditious main hearing.

After the conclusion of the investigation the investigation report and its annexes will be brought to the prosecutor, who will then make consideration of charges. A charge is to be brought if there is reason to believe that the suspect probably is guilty. If there is no prima facie case or if prosecution is otherwise precluded, e.g. because of the statute limitations, the prosecutor will decide not to prosecute. In addition, the prosecutor may decide not to prosecute even if there is a prima facie case, for instance because of the minor significance of the offence or the youth of the offender.

The prosecutor brings a charge by filing a written application for a summons with the registry of the District Court. If so permitted by the court, the prosecutor may bring a charge also by self issuing a summons. The prosecutor must prosecute the case orally before the court. It is the duty of the prosecutor to prove the charge, by procuring sufficient evidence in support of the charge and by presenting in to the court.

After the trial, it is for the court to decide whether to dismiss or uphold the charge, to determine the type and measure of the penalty, and to assess the damages and the other possible sanctions. As is the case with the other parties, also the prosecutor has the right to appeal the judgement of a lower court in a higher instance.

In clear cases, the prosecutor is competent to self impose a fine and confiscatory sanction in penal order proceedings. This option is available, if the suspect does not demand that a court hear the case.

106) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

107) La gestion des affaires par le procureur: ombre total des affaires pénales en 1ère instance. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Reçues par le procureur	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous)	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées par le procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	84 399	9 848	1 137	61 169

108) Total des affaires classées sans suite par le procureur. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Nombre
Total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3)	9 848
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	NA
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	NA
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	NA

109) Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

Oui

Non

D.2

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

**- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

Q91#2#1 : When comparing the figures 2008 and 2010, there is a significant difference in the total number of pending cases, incoming cases and resolved cases (other than criminal). Reason for that is that from the beginning of the year 2010 Land register cases were transferred to National Land Survey of Finland in connection with the structural change of district courts network.

Q91#3#1 : When comparing the figures 2008 and 2010, there is a significant difference in the total number of pending cases, incoming cases and resolved cases (other than criminal). Reason for that is that from the beginning of the year 2010 Land register cases were transferred to National Land Survey of Finland in connection with the structural change of district courts network. (as mentioned in Q96)

Q107: In addition to the cases charged or discontinued by the public prosecutor, there are also cases like restriction of pre-trial investigation, prosecutor's decision and prosecutor's notice. Q108: Total cases which were discontinued by the public prosecutor 9 848: procedural non-prosecution 5 810 cases and sanctionary non-prosecution 4 038 cases.

Veillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107 et 108.

the Ministry of Justice
the Office of the Prosecutor General
the Statistics Finland

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Recrutement et promotion

5. 1. 1. Recrutement et promotion

110) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Principalement par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- Autres

Si autres, veuillez préciser:

In Finland, judicial training has traditionally been based on practical training in the courts and on the in-service training for judges that the Ministry of Justice provides.

As the matter now stands, the road to judicial office goes normally through the court system itself, with referendaries with long work experience moving forward to judgeship. At present, the typical career of a judge in Finland proceeds as follows: university degree in law – judicial traineeship at a District Court (general training, one year at a District Court or 6 months at a District Court and 6 months at Administrative Court/Court of Appeal) – work as a Assistant Junior Secretary at a Court of Appeal or Administrative Court – possible temporary service as a District Judge, Justice of a Court of Appeal or Administrative Judge – appointment to a tenured judgeship. Accordingly, the training towards a judicial office is obtained through learning by doing.

111) Autorité(s) responsable(s): les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

[Cette question ne concerne que l'autorité qui est responsable de la décision de recrutement (elle ne touche pas l'autorité formellement responsable de la nomination si elle est différente de la première).]

- Une instance composée seulement de juges?
- Une instance composée seulement de non juges?
- Une instance composée de juges et de non juges?

Veuillez indiquer le nom de l'autorité responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

Since 2000, Finnish judges have been appointed by the President of the republic on recommendation from the Minister of Justice, as advised by a Judicial Appointments Board. The Board is expected to promote the recruitment of judges from every walk of legal life, that is, from among referendaries, the civil service, academia and the legal profession. The Judicial Appointments Board is composed mainly of members of the judiciary, but three members come from outside the judiciary. One is a practising lawyer appointed by the Bar Association, another is a prosecutor appointed by the Prosecutor General and the third is an academic appointed by the Ministry of Justice.

At times there is a need to appoint a judge for a fixed period, this is a task for the Supreme Court and Supreme Administrative Court, respectively; these instances appoint judges to temporary positions for a year or longer. Shorter appointments are normally a matter for the chief of the court in question.

112) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
 Non

Si non, quelle instance est compétente pour la promotion des juges ?

113) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? Veuillez préciser:

See above Q111

114) Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

- Oui
 Non

115) Le statut du ministère public est-il:

- Indépendant?
 Sous l'autorité du ministre de la Justice?
 Autre?

Veuillez préciser:

Prosecution service is administratively under the Ministry of Justice but as regards jurisdiction it is independent. The prosecutors in Finland are organised on two tiers. The prosecution service consists of the Office of the Prosecutor-General in Helsinki and of 13 (15 in 2010) local prosecution offices.

116) Comment sont recrutés les procureurs ?

- Principalement par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
 Principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
 Une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
 Autres

Si "autres", veuillez préciser:

All prosecutors have a university degree in law, in addition to which most of them have performed a judicial trainee programme of junior prosecutors. The traineeship period is one year. There is also basic and advanced professional training to prosecutors.

117) Autorité(s) responsable(s): les procureurs sont-ils recrutés et nommés, en début de carrière, par :

[Cette question ne concerne que l'autorité qui est responsable de la décision de recrutement (elle ne touche pas l'autorité formellement responsable de la nomination si elle est différente de la première).]

- Une instance composée seulement de procureurs ?
 Une instance composée seulement de non procureurs?
 Une instance composée de procureurs et de non procureurs?

Veillez indiquer le nom de l'autorité responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

The Prosecutor General

118) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
 Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

The Prosecutor General and the Deputy Prosecutor General shall be appointed by the President of the Republic on the nomination of the Government. The State Prosecutors shall be appointed by the Government on the nomination of the Prosecutor General. The Prosecutor General appoints all other prosecutors.

119) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? Veuillez préciser:

See above Q118

120) Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

- Oui
 Non

121) Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui
 Non

Si oui, existe-t-il des exceptions ? (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

Mandate is given for an undetermined period but there is also a system of temporary judges. They are either debuties or temporary for some period (at times if there is a need to appoint a judge for a fixed period).

122) S'il existe une période probatoire pour les juges (par exemple avant d'être nommé "à vie"), quelle en est la durée ? Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Durée de la période probatoire (en années)
	NAP

123) Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui
 Non

Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez

préciser :

Mandate is given for an undetermined period but there is also a system of temporary prosecutors. They are either debuties or temporary for some period (at times if there is a need to appoint a prosecutor for a fixed period)

124) S'il existe une période probatoire pour les procureurs, quelle en est la durée? Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

	Durée de la période probatoire (en années)
	NAP

125) Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (voir question 121), est-il renouvelable ? Quelle est la durée du mandat (en années)?

NAP

126) Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (voir question 123), est-il renouvelable ? Quelle est la durée du mandat (en années)?

NAP

E.1

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

5. 2. Formation

5. 2. 1. Formation

127) Formation des juges

Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	Optional
Formation continue générale	Optional
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	Optional
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	Optional
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Optional

128) Fréquence de la formation continue des juges:

Formation continue générale	Annual
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	Annual
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	Annual
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Annual

129) Formation des procureurs

Formation initiale	Optional
Formation continue générale	Optional
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en crime organisé)	Optional
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	Optional
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Optional

130) Fréquence de la formation continue des procureurs :

Formation continue générale	Annual
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en crime organisé)	Annual
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	Annual
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Annual

131) Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs? Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s) ? Si vos institutions de formation judiciaire ne répondent pas à ces critères, veuillez le préciser.

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	NAP	NAP	NAP
Une institution pour les procureurs	NAP	NAP	NAP

Une institution commune pour juges et procureurs	NAP	NAP	NAP
--	-----	-----	-----

Commentaire :

In Finland, judicial training has traditionally been based on practical training in the courts and on the in-service training for judges that the Ministry of Justice provides.

There is also basic and advanced professional training to prosecutors that the Office of the Prosecutor General provides.

E.2

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

5. 3. Exercice de la profession

5. 3. 1. Exercice de la profession

132) Salaires des juges et des procureurs.

	Salaire annuel brut (€), en €, au 31 décembre 2010	Salaire annuel net (€), en €, au 31 décembre 2010
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	57 250	40 250
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	120 912	73 800
Procureur au début de sa carrière	45 048	33 200
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	77 376	51 400

Commentaire :

133) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	Non	Non
Retraite spécifique	Non	Non
Logement de fonction	Non	Non
Autre avantage financier	Non	Non

134) Si autre avantage financier, veuillez préciser:

NAP

135) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	Oui	Oui
Recherche et publication	Oui	Oui
Arbitrage	Oui	Oui
Consultant	Oui	Oui
Fonction culturelle	Oui	Oui
Fonction politique	Oui	Oui
Autre fonction	Oui	Oui

136) Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

Before being appointed, judge has to make a declaration of his / her interests, assets and liabilities. As referred to in the legislation governing State officials, judges are not allowed to fill any secondary occupation without the permission permitted by the court.

137) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	Oui	Oui
Recherche et publication	Oui	Oui
Arbitrage	Non	Non
Consultant	Non	Non
Fonction culturelle	Oui	Oui
Fonction politique	Oui	Oui
Autre fonction	Oui	Oui

138) Précisions s'il existe des règles particulières (par exemple autorisation nécessaire pour exercer tout ou partie de ces activités). Si « autre fonction », veuillez préciser :

District Prosecutors shall not act as an attorney or a counsel without the permission of the Office of the Prosecutor General. Secondary occupations not requiring permission shall be notified to the office of the Prosecutor General.

139) Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions (par exemple nombre de jugements rendus pour une période donnée) ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

5. 4. Procédures disciplinaires

5. 4. 1. Procédures disciplinaires

140) Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (choix multiples possibles) ?

- Citoyens
- Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- Cour suprême
- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur
- Parlement
- Pouvoir exécutif
- Autre ?
- Ceci n'est pas possible

Si "pouvoir exécutif" ou/et "autre", veuillez préciser :

The Chancellor of Justice, along with the Parliamentary Ombudsman, is the supreme guardian of the law in Finland. The Chancellor of Justice supervises authorities' compliance with the law. He also pays particular attention to the observance of basic rights and liberties and human rights. According to the Constitution of Finland, the Chancellor of Justice is charged with supervising that the courts of law, the authorities, civil servants, employees of public corporations and other persons in public posts obey the law in the performance of their duties and fulfil their obligations. The Chancellor of Justice investigates notices and recommendations from various authorities and undertakes further measures where necessary. In practice, the supervision of legality is primarily carried out by ruling on complaints filed with the Chancellor of Justice against the actions of an authority or public official. Anyone, regardless of their citizenship, is entitled to turn to the Chancellor of Justice in a matter that directly concerns him or her, or in any other matter, should the complainant believe that an authority, public official or public body has acted in a manner that violates their rights, or a member of the Bar has neglected his or her responsibilities.

The Chancellor of Justice also investigates matters on his own initiative. For example, news reports in the media or alleged incidents of unlawfulness may lead to an investigation.

Besides the Parliamentary Ombudsman exercises oversight to ensure that public authorities and officials observe the law and fulfil their duties in the discharge of their functions. The aim is to ensure good administration and the observance of constitutional and human rights. Anyone who suspects that a public authority or an official has not observed the law or failed to perform a duty may file a complaint with the Ombudsman. Anyone can complain in a matter concerning him or herself, but a complaint can also be made on behalf of someone else.

141) Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (choix multiples possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil Supérieur de la Magistrature

- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif
- Autre?
- Ceci n'est pas possible

Si "pouvoir exécutif" ou/et "autre", veuillez préciser :

See above Q140

The Chancellor of Justice, the Parliamentary Ombudsman

In addition, the conduct of the prosecutors (the delay on the decision or the behaviour of the prosecutor) can be subject to complaint to the Prosecutor General, who can reprimand the prosecutor.

142) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges? (plusieurs options possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur
- Parlement
- Pouvoir exécutif
- Autre?

Si "pouvoir exécutif" ou/et "autre", veuillez préciser :

See above Q140

143) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- Cour suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif
- Autre ?

Si "pouvoir exécutif" ou/et "autre", veuillez préciser :

See above Q140 and Q141

144) Nombre de procédures disciplinaires intentées à l'encontre des juges et des procureurs. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP. Si "autre", veuillez le préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

[Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.]

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	590	201
1. Faute déontologique	NA	NA
2. Insuffisance professionnelle	NA	NA
3. Délit pénal	NA	NA
4. Autre	NA	NA

Commentaire :

Judges (Courts) 590

The Chancellor of Justice: 379 complaints investigated
the Parliamentary Ombudsman: 220 complaints investigated

Prosecutors: 201

The Chancellor of Justice: 82 complaints investigated
the Parliamentary Ombudsman: 89 complaints investigated
the Prosecutor General: 30 complaints investigated

145) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des juges et des procureurs. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

Si « autre », veuillez le préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez préciser les raisons dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)	56	13
1. Réprimande	1	1
2. Suspension	NA	NA
3. Révocation	NA	NA
4. Amende	NA	NA
5. Diminution de salaire temporaire	NA	NA
6. Rétrogradation de poste	NA	NA
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement	NA	NA
8. Démission	NA	NA
9. Autre	55	12

Commentaire :

Other sanctions include following:

The Chancellor of Justice: 19 recommendations/opinions, 1 other comment, 1 other measure and 1 matter redressed in the course of investigation

the Parliamentary Ombudsman: 30 opinions, 1 recommendation and 2 matters redressed in the course of investigation

Most of the complaints do not call for any action. In most of the cases no measure is taken, because there

is not incorrect procedure found to have been followed or no grounds to suspect incorrect procedure.

(Cf CN 06/07)

E.3

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

Veillez indiquer les sources aux questions 144 et 145

The Chancellor of Justice, the Parliamentary Ombudsman and the Office of the Prosecutor General

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession et formation

6. 1. 1. Statut de la profession et formation

146) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays.

1 893

147) Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ?

- Oui
 Non

148) Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter en justice

NAP

149) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice ? (plusieurs options sont possibles) pour les :

- Affaires civiles
 Affaires pénales - Défendeur
 Affaires pénales - Victime
 Affaires administratives
 Il n'y a pas de monopole

En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, un membre de la famille, un syndicat, etc....) et pour quelles affaires :

An advocate or another person who has a Master's degree in law is allowed to represent a client in the court. (see exceptions below)

The Code of Judicial Procedure Chapter 15 (attorneys), Section 2

(1) Unless otherwise provided in another Act, an advocate or another person who has a Master's degree in law, is honest and otherwise suitable and competent, may serve as an attorney or counsel, provided that he/she is not bankrupt and that his/her legal competence has not been restricted. (259/2002)

(2) The provisions in this Code or in another Act on the right of an advocate to serve as an attorney or counsel apply also to a person who is entitled to practice advocacy in another state in the European Economic Area or in another state with which the European Union and the member states thereof have concluded an agreement on the mutual recognition of the professional qualifications of trial lawyers.

(3) However, a direct ascendant or descendant of the party, a sibling of the party and the spouse of the party may serve as an attorney or counsel even if he or she has not earned the degree referred to in paragraph (1).

(4) In addition, also a person, other than one referred to in paragraphs (1) and (3), who is honest and otherwise suitable and competent may serve as an attorney or counsel in the following matters, provided that he/she is not bankrupt and that his/her legal competence has not been restricted:

- (1) a matter referred to in chapter 5, section 3;
- (2) a petitionary matter which is not in dispute;
- (3) a registration matter; and
- (4) a Land Court matter.

Criminal Procedure Act (689/1997; AMENDMENTS UP TO 260/2002 INCLUDED)

Chapter 2

Section 1

(1) A person suspected of an offence has the right to self take care of his/her defence in criminal investigations and in a trial.

(2) On the request of the suspect, a defence counsel is to be appointed for him/her, if:

- (1) he/she is suspected of or charged with an offence punishable by no less than imprisonment for four months or an attempt of or participation in such an offence; or
- (2) he/she is under arrest or in detention.

(3) A defence counsel is to be appointed to a suspect ex officio, when:

- (1) the suspect is incapable of defending himself/herself;
- (2) the suspect, who has not retained a defence counsel, is under 18 years of age, unless it is obvious that he/she has no need of a defence counsel;
- (3) the defence counsel retained by the suspect does not meet the qualifications required of a defence counsel or is incapable of defending the suspect; or
- (4) there is another special reason for the same.

Section 1a (107/1998)

A court may appoint a counsel for the injured party for criminal investigations and, where the injured party has a claim in a case prosecuted by the public prosecutor, for the trial:

- (1) in a case relating to a sexual offence referred to in chapter 20 of the Penal Code, unless this is for a special reason deemed unnecessary; and
- (2) in a criminal case referred to in chapter 21, section 1—6 of the Penal Code, if this is to be deemed necessary in view of the relationship between the injured party and the suspect of the offence.

Section 2

(1) A person appointed under section 1 or 1a as defence counsel or counsel for the injured party must be a public legal aid attorney or an advocate. If there is no suitable public legal aid attorney or advocate available or there is another special reason for it, also another person with the degree of oikeustieteen kandidaatti/juris kandidat who by law is competent to act as an attorney may be appointed as defence counsel or counsel for the injured party. The person to be appointed as defence counsel or counsel for the injured party is to be reserved an opportunity to be heard on the appointment. (260/2002)

(2) When the suspect or the injured party has self nominated a person meeting the

qualifications as defence counsel or counsel for the injured party, the nominee is to be appointed unless there are special reasons for the contrary.

(3) The following are not to be appointed as defence counsel:

(1) a person who has advised the suspect in a matter connected with the offence under investigation;

(2) a person who is suspected, charged with or convicted of an offence which is conducive to reducing his/her credibility as a defence counsel; or

(3) a person who is otherwise disqualified as a defence counsel.

(4) If a defence counsel is appointed for the suspect, no attorney is to be appointed for him/her on the basis of the Legal Aid Act (257/2002). If an attorney has been appointed for the suspect on the basis of the Legal Aid Act before the appointment of a defence counsel, the attorney is to be appointed as defence counsel. (260/2002)

In administrative courts anyone that is not bankrupt and whose legal competence has not been restricted may act as a counsel.

150) La profession d'avocat est-elle organisée à travers (plusieurs réponses possibles):

un barreau national ?

un barreau régional ?

un barreau local ?

151) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire :

152) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

153) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

F.1

Veuillez indiquer les sources aux questions 146 et 148 :

Commentaires utiles à l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre :

Source: the Finnish Bar Association (and the Ministry of Justice: the number of the public legal advisors)

Q146: The number of lawyers above (1893) means members of the Finnish Bar Association who are entitled to use the professional titles "asianajaja" or "advokat" ("advocate"). Law firms (firms owned by members of the Bar) employ about 630 associates. Of the advocates, about 130 are public legal advisers. Legal aid offices also employ about 90 legal advisers who are not members of the Bar Association. In addition there are actually a big number of jurists (persons who have a Master's Degree in law) who may offer similar legal services than members of the Bar.

6. 2. Exercice de la profession

6. 2. 1. Exercice de la profession

154) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (à savoir, est-ce que les usagers peuvent aisément obtenir des informations préalables sur le montant des honoraires prévisibles, sont-ils transparents et loyaux) ?

- Oui
 Non

155) Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

- Oui
 Non

156) La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

- Oui, la loi contient des règles
 Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles
 Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

F.2

Commentaires utiles à l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre :

The lawyer is obliged to estimate his/her fee to the client.

Fees are regulated by the Bar only through the code of conduct for advocates which states that the lawyer's fee must be reasonable

6. 3. Standards de qualité et procédures disciplinaires

6. 3. 1. Standards de qualité et procédures disciplinaires

157) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

- Oui
 Non

Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

According to Section 5 of the Advocates Act an advocate shall honestly and conscientiously fulfil the tasks entrusted to him and he shall, at all times, observe the rules of proper professional conduct for advocates.

The Finnish Bar Association has the Code of Conduct.

158) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- le Barreau ?
- le législateur ?
- autre ?

Si "autre", veuillez préciser :

The Finnish Bar Association has the Code of Conduct.

The Finnish Bar Association is a self-regulatory disciplinary body. Disciplinary matters are dealt with by the Disciplinary Section of the Board of the Finnish Bar Association.

The Functions of the Board include the duty to ensure observance by the members of the Finnish Bar Association of the professional rules of ethics and practice; to investigate breaches of these rules within its own knowledge; to receive, examine and decide upon complaints made against lawyer in respect of alleged breaches of rules of professional conduct and etiquette, and to deal with all related disciplinary matters.

The Disciplinary Board shall impose a disciplinary sanction on the advocate; the disciplinary sanctions are disbarment, monetary penalty, warning (caution) and reprimand.

There is no separate Disciplinary Tribunal operating outside, and independently from the Finnish Bar Association.

159) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- la prestation de l'avocat ?
- le montant des honoraires ?

Veuillez préciser :

A D V O C A T E S A C T (12 December 1958/496)

Section 7

The Disciplinary Board of the Bar Association considers and decides supervision matters, as well as issues recommendations on fee disputes between an advocate and the client.

If it is found, on the basis of circumstances discovered in the consideration of a supervision matter, that an advocate has violated the provisions of section 5, paragraph 1, the Disciplinary Board shall impose a disciplinary sanction on the advocate; the disciplinary sanctions are disbarment, monetary penalty, caution and reprimand.

If an advocate acts dishonestly or otherwise deliberately violates the interests of another person while practicing advocacy, the advocate shall be disbarred. If there are mitigating circumstances, a monetary penalty or a caution may be imposed instead. If an advocate otherwise acts in violation of proper professional conduct, a caution or a reprimand shall be imposed. If the advocate engages repeatedly in conduct or if there are aggravating circumstances, the advocate may be disbarred or a monetary penalty imposed. The provision above in this paragraph applies also if an advocate commits an act detrimental to the reputation of the Bar.

The monetary penalty, payable to the Bar Association, shall be no less than EUR 500 and no more than EUR 15,000; the assessment of the amount of the penalty shall be based on the censurability of the misconduct, the experience of the advocate and the advocate's financial position, so that the penalty is in just proportion to the misconduct.

The Disciplinary Board may decide that a decision on disbarment is to take effect notwithstanding any appeal.

An advocate entered into the EU Register shall be struck from that register under the same conditions that govern the disbarment of an advocate.

Section 7e

A fee dispute shall become pending when the written application of the client or some other customer of an advocate is received at the Office of the Bar Association. If the application contains such shortcomings that the matter cannot be taken up for a decision on the basis thereof, the applicant shall be exhorted to remedy the shortcomings within a set period. At the same time, the applicant shall be advised of the nature of the shortcomings and of the fact that the Disciplinary Board may decline to consider the matter if the applicant fails to heed the exhortation.

The parties to a fee dispute shall be the advocate and the firm to whose account the advocate has acted, as well as the applicant. The advocate and the firm shall be reserved an opportunity to be heard before the case is decided. The applicant shall be reserved an opportunity to comment on the response of the advocate and the firm.

A fee dispute shall be dealt with by a division of the Disciplinary Board, applying written procedure. The division may hold an oral hearing; the parties shall be summoned to the oral hearing.

No recommendation shall be issued if the applicant's right to demand a fee reduction has expired.

A recommendation cannot be compulsorily enforced and it does not have the legal effects of a court judgment.

160) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

- le juge
- le ministère de la justice
- une instance professionnelle
- autre

Si autre, veuillez préciser :

Disciplinary Board of the Finnish Bar Association

161) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP. Si « autre », veuillez spécifier dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

[Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.]

	Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	1. Faute déontologique	2. Insuffisance professionnelle	3. Délit pénal	4. Autre
Nombre	477	NA	NA	NA	NA

Commentaire :

477 disciplinary proceeding initiated, the number includes all the cases above, not separate statistics per the type of misconduct

162) Sanctions prononcées à l'encontre des avocats. Si la donnée n'est pas disponible, veuillez indiquer NA. Si la situation n'est pas applicable dans votre pays, veuillez indiquer NAP.

Si "autre", veuillez le spécifier dans la boîte "commentaire" ci-dessous. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

	Nombre total des sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	1. Réprimande	2. Suspension	3. Révocation	4. Amende	5. Autre (par exemple exclusion du barreau)
Nombre	99	71	NA	NA	NA	28

Commentaire :

Sanctions in 2010 were as follows: 71 reprimands and 28 warnings.

Most of the cases do not call for any action.

F.3

Vous pouvez indiquer ci-dessous tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre

7. Mesures alternatives au règlement des litiges

7. 1. Mesures alternatives au règlement des litiges

7. 1. 1. Mesures alternatives au règlement des litiges

163) Existe-t-il des procédures de médiation dans le système judiciaire ? Si non, veuillez aller à la question 168

[Médiation judiciaire : dans ce type de médiation, il y a toujours l'intervention d'un juge ou d'un procureur qui facilite, conseille, décide ou/et approuve la procédure. Par exemple, dans des litiges civils ou des cas de divorce, les juges peuvent diriger les parties vers un médiateur s'ils estiment que des résultats plus satisfaisants peuvent être obtenus pour les deux parties. En matière pénale, le procureur peut se proposer en tant que médiateur entre un délinquant et une victime (par exemple pour établir un accord d'indemnisation).]

- Oui
 Non

164) Veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation judiciaire :

	Médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique (autre que le tribunal)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Affaires familiales (ex. divorce)	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Affaires administratives	Non	Non	Non	Non	Non
Licenciements	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Affaires pénales	Non	Non	Oui	Non	Non

165) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Legal aid covers court annexed mediation in full when other requirements are fulfilled. In criminal conciliation cases legal aid concerns legal advice but usually not the representation in conciliation proceedings.

166) Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés qui exercent la médiation judiciaire :

NAP

167) Nombre total de procédures de médiation judiciaire

Veuillez indiquer la source dans la boîte "commentaire" ci-dessous:

Nombre total (1+2+3+4+5)	NAP
1. les affaires civiles	NAP
2. les affaires familiales	NAP
3. les affaires administratives	NAP

4. les affaires de licenciements

NAP

5. les affaires pénales

NAP

Commentaire :

168) Votre système judiciaire connaît-il les formes d'ADR suivantes.**Si "autres mesures", veuillez le spécifier dans la boîte "commentaire" ci-dessous.**

la médiation autre que la médiation judiciaire?	Oui
l'arbitrage?	Oui
la conciliation?	Oui
d'autres mesures alternatives au règlement des litiges?	Oui

Commentaire :

In normal civil proceedings a judge has to promote a settlement and in practice Finnish judges are active mediators during the preparation of a civil case. In civil cases initiated by the large application for summons (regular disputed civil cases) 5798 of cases were settled during the preparation in year 2006. This is 64 % of all decisions (9072). Act on Court Annexed Mediation in civil cases (663/2005) entered into force on 1 January 2006. According to the Act, disputes can also be mediated at court, as an alternative to civil proceedings. The judge serves as a facilitator of the process. In 2006, 157 civil cases were initiated by the written application for court annexed mediation. 66 of them were concluded during the year, settlement was certified in 44 cases, 6 cases were concluded with settlement otherwise and in 16 cases there was no justification for continuing the mediation. There is also a mediation service in criminal cases, called Conciliation in Criminal and Civil cases, governed by the Act on Conciliation in Criminal and Certain Civil Cases (1015/2005) which entered into force on 1 January 2006. According to the act, the general management, supervision and monitoring of conciliation services fall within the jurisdiction of the Ministry of Social Affairs and Health. Each State Provincial Office is obliged to arrange conciliation services and ensure that they are available in appropriately implemented form in all parts of the province. Services referred to the act must have been arranged of 1 June 2006. Within the timescale 1 June – 31 December 2006, the number of incoming cases was 3 848. Circa 80 per cent of cases were concluded with settlement. (Before the year 2006, there was a semi-official mediation service in criminal cases in Finland. There was no nationwide model for organisation of this conciliation but the services were offered in 255 municipalities of all 448 municipalities in Finland.) Family conciliation in Finland is most often offered by the municipal social welfare authorities and the Family Counselling Centres of the Church. There are no regular statistics kept on family conciliation, but some snapshots are available, according to a study in 1991, 27 % of couples seeking divorce had availed themselves of conciliation. Data collected in 1997 indicates that more than 90 % of matters pertaining to the status of a child are dealt with in extra judicial conciliation services. In addition to mediation services mentioned above there are also many different advisory services which can act as an alternative dispute resolution. Some Finnish examples are municipal consumer advisory service, financial advice and debtors' advice.

G.1**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système de mesures alternatives au règlement des litiges et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources des réponses à la question 166

the Ministry of Justice

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

169) Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

- Oui
 Non

170) Nombre d'agents d'exécution

736

171) Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles):

- des juges ?
 des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques ?
 des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
 d'autres agents d'exécutions ?

Veillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs):

The administrative structure changed in the beginning of the year 2010. The enforcement organisation consists of the enforcement authorities and the enforcement administration. The National Administrative Office for Enforcement is in charge of operative administration, education, personnel management and supervision of the enforcement services in Finland. The Ministry of Justice has a role in strategic and budgetary planning as well as legislative planning. Subordinate to the central authority are local enforcement authorities.

172) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution ?

- Oui
 Non

173) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- une instance nationale ?
 une instance régionale ?
 une instance locale ?
 NAP (la profession n'est pas organisée)

174) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

- Oui
 Non

175) Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

- Oui
 Non

176) Est-ce que la loi stipule des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

- Oui
 Non

Veillez indiquer la source de la réponse à la question 170 :

Source: The National Administrative Office for Enforcement and the Ministry of Justice

Q170: There are altogether 86 bailiffs and 650 associate bailiffs in 22 district enforcement offices.

Q172: There is not a specific initial training to enter the profession but the following qualifications shall be required for enforcement agents: the bailiff must have earned a Master's degree in law.

8. 1. 2. Efficacité des services d'exécution**177) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

- Oui
 Non

178) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

- une instance professionnelle ?
 le juge ?
 le ministère de la justice ?
 le procureur ?
 autre ?

Si autre, veuillez préciser :

the National Administrative Office for Enforcement is in charge of the general management, control and supervision of the enforcement service. For example, it deals with complaints regarding the conduct of the enforcement authorities. However, the National Administrative Office for Enforcement has not the power to overrule or alter an individual enforcement measure or other measure.

In addition the Chancellor of Justice, along with the Parliamentary Ombudsman, supervises authorities' (including enforcement agents) compliance with the law.

179) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, quels sont les critères de qualités utilisés ?

There are annual negotiations between the local enforcement authorities and the National Administrative Office for Enforcement. These negotiations are part of the method called "Management by results". The quality standards are defined in the course of negotiations. The main standards used are the length of proceedings and the efficiency of the special collecting (e.g. tracing of the benefit proceeds of crime) Targets defined for the long term are for example the following: reduction of the number of debtors, the reduction of the collection charges.

180) Qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

- un organisme professionnel
- le juge
- Ministère de la Justice
- autre

Si "autre", veuillez préciser :

See above Q179

the local enforcement authorities and the National Administrative Office for Enforcement (There are annual negotiations between the local enforcement authorities and the National Administrative Office for Enforcement. These negotiations are part of the method called "Management by results". The quality standards are defined in the course of negotiations.)

181) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

182) Disposez-vous d'un système de contrôle de l'exécution ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

See above Q178. Enforcement agents are organisationally under the administration of The National Administrative Office for Enforcement. The National Administrative Office for Enforcement handles complaints concerning the activities of the enforcement authorities. Enforcement agents are also supervised by the Chancellor of Justice and the Parliamentary Ombudsman.

183) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?

Veillez n'en indiquer que 3 au maximum

- absence de toute exécution ?
- non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques ?
- manque d'information ?
- durée excessive ?
- pratiques illégales ?

- supervision insuffisante ?
- coût excessif ?
- autre ?

Si autre, veuillez préciser:

184) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

A new act on execution (the Execution Code (705/2007)) entered into force on 1 January 2008. The most essential reforms pertain to the organisation of the enforcement agents and to the limitation period of debts.

185) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

- pour les affaires civiles ?
- pour les affaires administratives ?

186) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ?

- entre 1 et 5 jours
- entre 6 et 10 jours
- entre 11 et 30 jours
- plus

Si plus, veuillez préciser

187) Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. Si "autre", veuillez le préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

[Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.]

Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> nombre :	207
1. pour faute déontologique		NA
2. pour insuffisance professionnelle		NA
3. pour délit pénal		NA
4. Autre		NA

Commentaire :

The Chancellor of Justice: 60 complaints investigated
the Parliamentary Ombudsman: 96 complaints investigated

The National Administrative Office for Enforcement: 51 complaints investigated

188) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution.

Si "autre", veuillez le spécifier dans la boîte "commentaire" ci-dessous. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	<input checked="" type="checkbox"/> nombre :	22
1. Réprimande	<input checked="" type="checkbox"/> nombre :	2
2. Suspension	<input checked="" type="checkbox"/> nombre :	0
3. Révocation	<input checked="" type="checkbox"/> nombre :	0
4. Amende	<input checked="" type="checkbox"/> nombre :	0
5. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> nombre :	20

Commentaire :

The Chancellor of Justice: 1 recommendation/opinion

The Parliamentary Ombudsman: 16 opinions

The National Administrative Office for Enforcement: 2 reprimands and 3 opinions

Most of the complaints do not call for any action. In most of the cases

no action is taken, because there is not incorrect procedure found to have been followed or no grounds to suspect incorrect procedure.

H.1

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

the National Administrative Office for Enforcement

The Chancellor of Justice, The Parliamentary Ombudsman

8. 2. Exécution des décisions pénales

8. 2. 1. Exécution des décisions pénales

189) Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- Juge
- Procureur
- Services pénitentiaire et de probation
- Autre autorité

Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). Si "autre autorité", veuillez préciser :

The Criminal Sanctions Agency is responsible for the enforcement of sentences in Finland. It operates under the direction of the Ministry of Justice and implements the criminal policy defined by the Ministry. The primary duty of the Criminal Sanctions Agency is to see that the sentences passed by the courts of law are enforced lawfully and safely in Finland. In particular, the Agency's goal is to enhance the safety of society by decreasing sentenced offenders' risk of reoffending.

The Legal Register Centre is responsible for the enforcement of fines and forfeitures.

190) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

191) Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
 50-79%
 moins de 50%
 ne peut être estimé

Veillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

Legal Register Centre assembles reports on enforcement of fines. This report states the amount of fines paid and those to be collected. (www.oikeus.fi/oikeusrekisterikeskus)

If, despite the payment order by the Legal Register Centre, a fine has not been settled, the execution officer of the municipality of residence sends his own payment order regarding the matter, after which details of payment are dealt with by the execution officer. If the recovery of a fine in money fails, it is converted into imprisonment. An outstanding fixed fine or fine imposed through summary penal proceedings are not converted into imprisonment.

H.2

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

9. Notaires

9. 1. Notaires

9. 1. 1. Notaires

192) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non allez à la question 197

- Oui
 Non

193) Les notaires ont-ils un statut :

Si "autre", veuillez le préciser dans la boîte "commentaire" ci-dessous.

- | | | |
|---|--|-----|
| privé (sans contrôle d'une autorité publique)? | <input type="checkbox"/> nombre | |
| de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics ? | <input type="checkbox"/> nombre | |
| public? | <input checked="" type="checkbox"/> nombre | 136 |
| autre ? | <input type="checkbox"/> nombre | |

Commentaire :

The number of the notaries is not available.

194) Le notaire exerce-t-il une fonction (plusieurs réponses possibles):

- dans le cadre de la procédure civile ?
 dans le domaine du conseil juridique ?
 pour authentifier les actes/certificats ?
 autre ?

Si "autre", veuillez préciser :

The notary public working in a local register office handles the notarisation of, amongst other things, signatures, copies of certificates and the authentication of curriculum vitae. In addition he handles protests of bills of exchange, the opening and closing of safe-deposit boxes as well as the monitoring of lotteries.

195) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
 Non

196) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires :

- une instance professionnelle ?
 le juge ?
 le ministère de la justice ?
 le procureur ?
 autre ?

Si "autre", veuillez préciser :

Public notaries are in generic matters under the administration of Ministry of the Interior but in legal matters under the Ministry of Justice. Authorities are also supervised by the Chancellor of Justice and the Parliamentary Ombudsman.

I.1

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

10. Interprètes judiciaires

10. 1. Interprètes judiciaires

10. 1. 1. Interprètes judiciaires

197) Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé?

- Oui
 Non

198) La fonction d'interprète judiciaire est-elle régulée par des normes juridiques?

- Oui
 Non

199) Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

NAP

200) Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201) Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ? Si non, veuillez indiquer dans la boîte "commentaire" ci-dessous quelle autorité est responsable de la sélection.

- Oui pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée
Oui pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique
- Non

Commentaire :

In civil cases according to Section 2 of Chapter 4 of the Code of Judicial Procedure a party who does not speak Finnish, Swedish or Sami and that wants interpretation or translations shall take care of this himself or herself at his or her own expense, unless the court, with consideration to the nature of the case, orders otherwise. However, the court shall ensure that citizens of other Nordic countries receive the interpretation and translation assistance that they require in cases considered by the court.

In criminal cases according to Section 2 of Chapter 6A of the Criminal Procedure Act a party who does not speak Finnish, Swedish or Sami has a right to interpretation at state's expense.

In administrative cases according to Section 77 of Chapter 14 of the Administrative Judicial Procedure Act the authority shall see to interpretation and translation if the person does not know the language used in the authority or cannot make himself understood for reason of a sensory or speech defect and in a previous phase of the procedure the competent authority was to see to interpretation and translation or the present authority is the first instance in a matter that has been initiated by a public authority; or the person is heard in person. No one shall act as an interpreter or translator if he is in such a relationship with a party or the matter that his credibility may for this reason be compromised. The authority shall see

to that citizens of the other Nordic Countries receive the assistance in interpretation and translation necessary for the matters considered by it.

J.1

Vous pouvez indiquer tout commentaire utile à l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre

Veillez indiquer la source pour répondre à la question 199 :

the Ministry of Justice

11. Experts judiciaires

11. 1. Experts judiciaires

11. 1. 1. Experts judiciaires

202) Dans votre système, les experts interviennent-ils durant la procédure judiciaire comme (choix multiple possible):

- "Experts témoins" à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation
- "Experts techniques" qui mettent à la disposition du tribunal leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait
- "Experts juristes" qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement)

203) Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
- Non

204) La fonction d'expert judiciaire est-elle régulée par des normes juridiques?

- Oui
- Non

205) Nombre d'experts judiciaires (experts techniques) accrédités ou enregistrés.

NAP

206) Existe-t-il des critères relatifs à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge :

An expert shall give a detailed account on the findings in his or her investigation and, on the basis of the account, a substantiated statement on the question put to him or her. The statement shall be compiled in writing, unless the court deems there to be reason to allow for its being given orally. When a person is appointed as an expert witness not on the basis of his or her official position or function, the court shall determine the time within which the statement is to be given.

An expert witness may not be placed under the obligation to disclose a business or professional secret, unless very important reasons otherwise require.

207) Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

Si non, veuillez indiquer dans la boîte "commentaire" ci-dessous quelle autorité est responsable de la sélection des experts judiciaires?

- Oui pour les recruter et/ou la nommer pour un mandat d'une certaine durée
Oui pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique
Non .

Commentaire :

According to the Section 44 of the Chapter 17 of the Code of Judicial Procedure if, in the consideration of a question which must be ascertained on the basis of special professional knowledge, it is deemed necessary to use an expert witness, the court shall obtain a statement on this question from an agency, a public official or

another person in the field or entrust the giving of such a statement to one or more experts in the field who are known to be honest and competent. Before an expert witness is appointed, the parties shall be heard on this. According to the Section 46 of the same chapter if the parties agree on an expert witness, that person shall be used if he or she is deemed to be suitable and there is no impediment to the same. In addition, the court may appoint one expert witness.

According to the Section 40 of the Chapter 7 of the Administrative Judicial Procedure Act the appellate authority may obtain an opinion from an individual expert on a matter requiring special expertise. If a party calls an expert not appointed by the appellate authority the provisions on the hearing of witnesses shall apply.

K.1

Vous pouvez indiquer tout commentaire utile à l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre

Veillez indiquer la source pour répondre à la question 205 :

the Ministry of Justice

12. Réformes envisagées

12. 1. Réformes envisagées

12. 1. 1. Réformes

208) Veuillez fournir des informations sur le débat actuel dans votre pays sur le fonctionnement de la justice. Des réformes sont-elles en préparation ou envisagées. Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux

2. Budget

3. Tribunaux et Ministère Public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

4. Conseil supérieur de la Magistrature

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

7. Exécution des décisions de justice

8. Médiation et autres ADR

9. Lutte contre la criminalité et système pénitentiaire

10. Autres

3. In the beginning of the year 2010 the network of the District Courts changed, the change meant a reduction of the number of courts from 51 to 27. For the foreseeable future the next reform is the developing of the structure of the Court of Appeal network and the Administrative Court network.

From the beginning of the year 2012 public prosecutors working in the local prosecution offices will be competent to operate anywhere in the country.

6. Administrative Judicial Procedure Act will be reformed.

7. The next reform is the developing of the structure of the network of the district enforcement offices. The number of the district enforcement offices will remain the same (22) but the change will mean a reduction of the number of the service bureaus from 178 to 62.

8. From the beginning of the year 2011, an experiment in a new kind of mediation procedure in child custody cases has been carried out in four District Courts. In this experiment a psychologist or a social worker assists the judge in the mediation process. The experiment will continue until the end of the year 2012.